

"Les Français isolés au Parlement européen" dans Le Monde (20 avril 1991)

Légende: Le 20 avril 1991, le quotidien français Le Monde observe que l'alliance entre démocrates-chrétiens et conservateurs au sein du groupe du PPE au Parlement européen a comme conséquence l'exclusion des partis français de centre-droit (RPR et UDF) du grand regroupement européen.

Source: Le Monde. 20.04.1991. Paris: Le Monde S.A. "Les Français isolés au Parlement européen", auteur:Bréhier, Thierry.

Copyright: (c) Le Monde

URL: http://www.cvce.eu/obj/les_francais_isoles_au_parlement_europeen_dans_le_monde_20_avril_1991-fr-a10f6685-6a02-4092-ac87-6a67311aeec0.html

Date de dernière mise à jour: 26/03/2014

A la suite du rapprochement des démocrates-chrétiens et des conservateurs à Strasbourg

Les Français isolés au Parlement européen

La France, une fois encore, est isolée en Europe. Cette fois, c'est le rapprochement des conservateurs britanniques et des démocrates-chrétiens qui exclut pratiquement les partis français d'un regroupement du centre droit européen. Non seulement cela traduit l'échec de la stratégie que M. Valéry Giscard d'Estaing développait depuis son entrée au Parlement européen, en juillet 1989, mais cette situation oblige la droite française à envisager sa restructuration en tenant compte des contraintes que l'intégration européenne fait dorénavant peser sur l'organisation politique des douze pays membres de la Communauté.

STRASBOURG

de notre envoyé spécial

Le mariage n'est pas encore prononcé. C'est tout juste une promesse de fiançailles que les dirigeants des partis démocrates chrétiens ont accordée, samedi 13 avril, à Bruxelles, aux conservateurs britanniques qui leur font les yeux doux depuis deux ans (*le Monde* du 16 avril). Le futur époux veut se donner le temps de vérifier que sa promesse partage bien sa foi en une Europe fédérale.

Une telle conversion peut en effet surprendre de la part des enfants de Mme Margaret Thatcher. Pourtant, il serait bien surprenant que cette union ne soit pas un jour - plus ou moins lointain - consommée, tant elle est souhaitée par deux pères qui ne manquent pas d'autorité sur leur progéniture : MM. Helmut Kohl et John Major.

Le chancelier allemand est le principal initiateur de ces noces. Fort sensible à l'évolution de l'Europe centrale, il souhaite accueillir dans l'organisation démocrate-chrétienne - le parti populaire européen (PPE) - qu'il domine de toute son autorité les nouveaux partis de droite émergeant dans les anciennes provinces soviétiques. Mais comme ce ne sont pas des héritiers de la démocratie chrétienne, il lui faut transformer le PPE en un regroupement de formations de centre-droit.

Nombre de ses alliés, surtout au Bénélux et en Italie, ne voient pas cette évolution de gaieté de cœur, tant ils redoutent qu'elle ne les droitise et qu'elle ne leur fasse perdre une partie de leur âme. Un premier pas important a toutefois été accompli lorsqu'en 1989, les députés du Parti populaire espagnol ont adhéré au groupe PPE du Parlement européen.

La future adhésion des Tories anglais ne pourrait que renforcer cette évolution et c'est pour tenter de la contrôler que les Belges, les Hollandais et les Français du CDS ont obtenu, l'autre samedi à Bruxelles, qu'elle soit progressive et que soit imposée aux Britanniques l'acceptation de la philosophie démocrate chrétienne. Pour sortir de leur isolement européen, les amis de M. John Major doivent passer sous les fourches Caudines des alliés qu'ils se sont choisis.

Cette simple promesse de mariage suffit déjà à perturber les habitudes de l'Assemblée de Strasbourg car elle risque d'aboutir à une bipolarisation du Parlement alors que, jusqu'à maintenant, celui-ci vivait de l'alliance du PPE et des socialistes.

Un échec pour M. Giscard d'Estaing

Mais cette nouvelle donne est surtout fort embarrassante pour la droite française. Ses divisions ne lui ont pas permis - contrairement à celle des autres états membres - de se retrouver majoritairement dans un seul groupe et donc de peser véritablement dans un des organes puissants de l'Assemblée, là où les décisions essentielles sont prises : les élus du CDS sont au PPE ; les autres députés de l'UDF sont au groupe libéral que préside M. Valéry Giscard d'Estaing ; ceux du RPR ont fondé leur propre groupe où ils n'ont pu agréger que quelques isolés divers. Pour l'ancien président de la République, il s'agit d'un échec.

Lorsqu'il est arrivé à Strasbourg, M. Giscard d'Estaing espérait pouvoir réunir le centre droit afin de faire contrepoids au PPE et au PS. Le passage des Espagnols du Parti populaire chez les démocrates-chrétiens avait déjà mis à mal cette stratégie et malgré ses efforts, il n'a pu les en détacher. Aujourd'hui, ce sont les tories qui s'apprêtent à suivre le même chemin, malgré les attentions qu'il leur a prodiguées. Et voilà les Français enfermés dans leur insularité partisane.

L'incontestable prestige personnel de M. Giscard d'Estaing ne remplace pas la disposition d'un outil politique puissant ; assez vite, il en a fait le constat. Son malheureux pas de clerc de décembre dernier, lorsqu'il avait annoncé son intention d'adhérer au PPE sans en avoir averti ses alliés libéraux portugais, bénéluxiens ou allemands, a même amoindri davantage son autorité dans le groupe qu'il préside. De plus, il ne peut plus consacrer autant de temps que ces deux dernières années à son action européenne à cause de l'approche des échéances électorales nationales.

Le cas du RPR

La gravité de la situation n'a pas échappé aux parlementaires européens de la droite française. Leur traditionnel dîner du mardi de chaque session a été, le 16 avril, entièrement consacré à son examen et à imaginer les possibilités d'y faire face.

Certes, le plus simple serait que le RPR et l'UDF fassent cause commune pour frapper ensemble en position de force à la porte du PPE. C'est ce que préconise, parce que ça lui semble inévitable, M. Jean-Louis Bourlanges qui a personnellement fait ce choix dès juillet 1989. Mais celui-ci reconnaît lui-même que le pas est fort délicat pour une droite française, qui, non seulement n'est pas confessionnelle, mais est même l'héritière de la laïcité, puisque, contrairement à ses voisines européennes, elle a dû imposer la République à une Eglise plus que réticente.

Le cas du RPR est bien entendu particulier. Mais paradoxalement, alors que sur le dossier européen il est le plus éloigné des thèses démocrates-chrétiennes, ses dirigeants ont de fort bons rapports personnels avec leurs homologues du PPE. M. Jacques Chirac retrouve d'ailleurs déjà régulièrement M. Helmut Kohl et le premier ministre britannique dans une Internationale « démocrate » alors que le PR de M. Giscard d'Estaing est membre d'une Internationale libérale et que de surcroît l'ancien président de la République française ne s'est jamais bien entendu avec le chancelier allemand.

L'adhésion de l'UDF au PPE est donc en fait tout aussi difficile que celle du RPR, même si au dîner de mardi son président n'a cessé marteler qu'il était « démocrate-chrétien ». D'autant qu'il existe incontestablement trois forces politiques en Europe : deux importantes, le socialisme et la démocratie chrétienne et une plus modeste, le libéralisme, si on donne à ce terme le sens radical qui est le sien, par exemple au Portugal ou Grande-Bretagne. Représentant typique de cette tendance en France, M. Yves Galland, président du Parti radical, a redit mardi soir, qu'il n'était pas pensable pour lui de devenir démocrate-chrétien. Aussi, pour tenter de sortir le RPR et l'UDF de la nasse où ils sont en train d'être enfermés, il a proposé de négocier la création d'un intergroupe réunissant le PPE, les conservateurs, le RPR et les libéraux.

Le particularisme français apparaît ainsi bien lourd à porter à Strasbourg. Au moment où contraintes nationales obligent la droite à se restructurer à Paris, il lui faut rajouter aux données de son problème les obligations imposées par la construction européenne. Si elle fait son union totale, la présence dans ses rangs de la frange anti-européenne du RPR ne pourra que la contraindre à rester isolée de ses sœurs européennes. Si elle se plie au moule du centre droit dominant en Europe, la démocratie chrétienne, elle devra abandonner non seulement ceux qui refusent une Europe fédérale, mais aussi ceux des siens qui ne peuvent oublier leurs traditions laïques.

Pour ne pas être laminée lors de la création du marché commun en 1958, l'industrie française avait dû se lancer dans une formidable entreprise de modernisation et ses efforts avaient été globalement couronnés de succès. Aujourd'hui puisqu'il s'agit de bâtir une union politique, ce sont les partis qui doivent subir la même épreuve. Pour réussir l'intégration européenne que la majorité d'entre eux appellent de leurs vœux, il leur faut entreprendre une formidable mutation. L'Europe des marchands a déjà bousculé les habitudes des

Français. L'Europe politique aura inévitablement des conséquences au moins aussi perturbantes.

THIERRY BRÉHIER